

"Avec les
vacances
et les
vieux pays,
le printemps
est la
plus géniale
des
inventions."



le **t**emps

des
Lilas...

SOMmaire

Le mot de la présidente	03
Jamais sans nos filles	04
Activité "Partenarienne" quand tu nous tiens!	05
Société Elizabeth Fry du Québec: Vous connaissez?	07
Des milliers de Mère Teresa	08
Le temps des lilas	09
La boîte à outils!	10

P r o d u c t i o n

Coordination: **Françoise David**

Collaboration: **Louise Beaudry, Louise Spencer, Johanne Bouchard, France Bourgault, Nathalie Duhamel, Arianne Émond, Pierre Graveline.**

Saisie de données: **Claire Lavoie**

Graphisme: **Marie-France Laurier**

Dépot légal:

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale d'Ottawa

le mot

de la présidente

Aurons-nous
un
VRAI
PRINTEMPS?

La question peut se poser à divers niveaux... Bien sûr, après un hiver froid et long, nous avons toutes bien hâte de voir bourgeonner les bouleaux et les érables. Mais en cette année de récession, de chômage persistant et de coupures dans les services publics, nous aimerions aussi assister à un dégel rapide de nos conditions de vie et de travail

Il y a de l'espoir! Nos centres de femmes, toujours actifs, dynamiques et mobilisés continuent d'accueillir des milliers de femmes et de travailler dans leur communauté. Les groupes de femmes se concertent au sein des tables régionales et plusieurs occupent une place importante dans les instances régionales prévues par la loi 120. La Fédération des femmes du Québec reprend du poil de la bête et propose un projet emballant de marche, l'an prochain, pour lutter contre la pauvreté des femmes.

Plus encore, le Forum de la solidarité sociale qui s'est tenu le 12 mars dernier a commencé à jeter des ponts entre les travailleurs-euses syndiqués-es et les mouvements communautaire et féministe. J'ai assisté au Forum et je puis vous dire qu'il régnait là un climat d'ouverture et une volonté d'agir ensemble sans précédent. Le 1er mai sera un autre moment de solidarité, puis l'assemblée de Solidarité Popu-

laire Québec, en juin, viendra adopter la Charte d'un Québec populaire après un processus de réflexion qui aura duré deux ans.

Tous ces rassemblements viennent d'un sentiment d'urgence. Quand ça va mal, on se serre les coudes et on laisse un peu de côté les contradictions et les divergences inévitables entre groupes sociaux. L'R est partie prenante de ces mouvements de solidarité au sein desquels il est important de rappeler constamment les difficultés et les revendications particulières des femmes.

Le printemps nous fait signe...Laissons-nous toucher par les odeurs de terre et de fleurs, tout comme par les appels à lutter ensemble.

Louise Beaudry

JAMAIS SANS NOS FILLES

En mars dernier, un événement mémorable s'est produit à Lachute. En effet, une centaine de jeunes femmes de moins de 30 ans venant de tous les coins du Québec se sont réunies pour assister au forum provincial sur la relève féministe intitulé "Jamais sans nos filles".

L'ensemble des ateliers ont permis à ces jeunes femmes de dire librement ce qu'elles pensent à propos de leur rôle de super femmes, de l'image de soi, des peurs qu'elles vivent quotidiennement, du pouvoir qu'elles essaient péniblement d'acquérir et du féminisme d'aujourd'hui.

Des thèmes pas très drôles me diriez-vous? Pas drôle du tout, parce que c'est notre lot quotidien à nous les femmes. Pourtant, elles ont eu beaucoup de plaisir à en parler, à se défouler collectivement et à laisser aller leur imagination pour trouver des solutions afin d'atteindre un monde meilleur. Moi, femme de plus de 30 ans, j'ai eu un grand plaisir à voir autant de dynamisme, d'espoir et de créativité pour arriver à vivre une vraie égalité entre les sexes. J'ai surtout eu beaucoup de plaisir en entendant dire que le fossé des générations entre féministes, c'est entre mes deux oreilles que ça se passe.

Le féminisme d'aujourd'hui n'est pas

différent de celui d'hier, ce sont les luttes qui ont changé et les stratégies d'action qui sont différentes. Il est vrai que les femmes descendent moins dans les rues que leurs consœurs des années 1970 mais elles ne sont pas moins féministes pour autant me disent-elles. Leur féminisme, elles le vivent au quotidien parce qu'elles ont, tout comme nous, les plus de 30 ans, les mêmes batailles à mener afin d'affronter les situations d'inégalité.

Témoin de ces propos et d'autant d'énergies rassemblées dans un même endroit, je suis retournée en Outaouais avec beaucoup de satisfaction et de dynamisme annoncer aux femmes de mon milieu que le féminisme est encore très présent à l'heure actuelle chez les jeunes, qu'elles n'ont pas peur de le crier haut et fort et que nous serons toujours plus nombreuses à prendre position et à chercher des solutions dans l'avenir.

ACTIVITÉ "PARTENARIENNE"

QUAND

TU

NOUS

TIENS!...

Jnterpellées de toute part sur la question du partenariat, surtout cette année, voici en quelques lignes le fruit de notre réflexion.

L'histoire a commencé avec Centraide-Montréal, dans le cadre de la 7^{ième} Conférence annuelle des organismes tenue en mars 1993, où nous apprenions que Centraide avait la ferme intention d'inciter et de favoriser les organismes qui s'adonneraient au partenariat actif. D'ailleurs, dans le nouveau formulaire de demande de subventions, on retrouve un point qui questionne particulièrement nos activités de partenariat. Par la suite, mandatées par la Table régionale des Centres de femmes de Montréal, nous avons participé à la consultation de la Ville de Montréal sur le **Développement communautaire au coeur du développement social de Montréal** (développement fondé sur le partenariat), et nous y avons présenté un mémoire. Deux semaines plus tard, nous présentions un autre mémoire, celui-ci au C.L.S.C. Centre-sud qui désire définir une politique de partenariat avec les organismes communautaires du quartier. Puis enfin, nous participons, depuis 2 ans, à une expérience de partenariat: il s'agit du Comité d'action femmes et sécurité urbaine (CAFSU) sur la question de la sécurité des femmes en milieu urbain.

Voici quelques éléments que nous

retenons. Tout d'abord, nous ne sommes pas contre des expériences de partenariat. Toutefois, nous avons certaines réserves; nous ne voulons pas d'un partenariat imposé où les structures de fonctionnement sont décidées à l'avance et où en tant qu'organisme communautaire nous n'avons qu'à nous intégrer. Pour nous, ce genre de partenariat en est un "technocratique" qui ne reconnaît pas la spécificité de nos organisations. Malheureusement c'est le modèle de partenariat qu'on veut nous imposer à l'heure actuelle.

Également, dans l'ensemble de nos interventions concernant le partenariat, nous avons dû défendre notre approche globale et la reconnaissance de nos propres lieux de concertation comme structures à reconnaître et à soutenir monétairement dans l'établissement d'un partenariat, alors que l'ensemble des institutions proposent la création de structures parallèles de concertation.

Curieusement, la question du partenariat arrive en même temps que toute la régionalisation et curieusement, les institutions nous soumettent le même modèle de partenariat. Y a-t-il un lien entre les deux?

A partir de notre réflexion, nous avons défini les conditions que nous jugeons essentielles pour notre participation à un partenariat. Conditions que nous

avons appelées **Règles de coopération pour un partenariat équitable** et qui sont:

- Développer des rapports de partenariat ponctuel portant sur des problématiques précises;
- Reconnaissance et respect de notre approche globale et féministe;
- Dans un projet, les objectifs, les moyens et les outils d'évaluation doivent être élaborés et adoptés conjointement par l'ensemble des partenaires sauf dans le cas où un partenaire est bailleur de fonds. Celui-ci ne devra pas participer à l'élaboration du projet, il jouera alors le rôle de ressource;
- Le rôle, les tâches et les limites de chacun des partenaires doivent être précisés. Faire preuve de souplesse donc, ne pas avoir peur de faire des concessions, de se réajuster, de recevoir des critiques et cela, pour l'ensemble des partenaires;
- Les partenaires doivent viser le consensus;
- Apprendre à se connaître et à se respecter dans nos différences ce qui exige du temps, beaucoup de temps.

apparaissent essentielles. Naturellement, la liste n'est pas fermée. Ce pourrait être la base d'une position commune que nous pourrions développer au prochain congrès de l'RF sur la question du partenariat.

Voilà quelques règles qui nous

Johanne Bouchard
et France Bourgault
Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal

Société
**ELIZABETH
FRY**

du
Québec:
vous connaissez?

Créée en 1977, la Société Elizabeth Fry du Québec vient en aide aux femmes qui, un jour, doivent faire face à la justice pénale et qui sont déterminées à s'en sortir bien qu'incapables d'y parvenir seules.

La Société intervient à divers moments du processus pénal: en cour, en milieu carcéral ou en maison de transition. Les programmes de la Société poursuivent comme objectifs d'être une alternative à la sentence et à l'emprisonnement.

Quels sont ces services?

La Société Elizabeth Fry du Québec administre une maison de transition pour 25 femmes, la Maison Thérèse-Casgrain. Par ailleurs, elle a mis sur pied le Service d'aide à la cour, le programme de Préparation à la sortie de prison, le programme Option-changement (préparation au retour au travail) et le programme E.V.E. (entraide, vol à l'étalage). Enfin, elle publie le journal Femmes et Justice quatre fois par année.

Qui sont ces femmes?

- Elles sont pour la plupart issues de milieux défavorisés.
- Plus de la moitié d'entre elles ont des problèmes de polytoxicomanie.

- Près de 90% des femmes incarcérées ont déjà été victimes de violence sexuelle ou physique: viol, inceste, mauvais traitements dans l'enfance ou violence conjugale.
- 63% des femmes incarcérées ont moins de 30 ans. 55% de ces femmes sont des mères; de ce groupe, 65% sont des mères monoparentales.
- Sous-scolarisées, elles n'ont généralement pas terminé leur secondaire III et n'ont aucune formation professionnelle.

Comment fonctionne la Société?

La Société Elizabeth Fry du Québec est un organisme à but non lucratif. Elle est dirigée par un conseil d'administration composé de onze membres bénévoles bénéficiant d'expériences professionnelles variées. Elle oeuvre grâce au travail soutenu d'une solide équipe d'employées professionnelles et au dévouement constant de nombreuses bénévoles.

Les efforts déployés par la Société Elizabeth Fry du Québec depuis 16 ans se sont révélés des plus profitables et ont des retombées bénéfiques sur l'ensemble de la communauté. La Société cherche constamment à améliorer la qualité de ses services afin de répondre aux besoins des femmes et

des intervenants-es du milieu judiciaire.

Il y a 21 sociétés Elizabeth Fry au Canada. La plus ancienne a été fondée à Vancouver il y a un peu plus de 50 ans. Il n'y a qu'une seule Société Elizabeth Fry au Québec. On en retrouve par ailleurs 8 en Ontario, 3 dans les provinces Maritimes, 4 dans les provinces de l'Ouest et 5 en Colombie britannique.

Qui est Elizabeth Fry?

Elizabeth Fry est née en Angleterre en 1780 dans une famille quaker riche et influente. Fidèle à la tradition quaker, elle consacrait beaucoup de son temps aux pauvres et aux malades.

En 1813, lors d'une visite à la prison des femmes de Newgate, elle constatait que ces femmes, très démunies, avaient un urgent besoin de conseils et de soutien. La jeune bénévole fonda alors une école à leur intention et leur offrit du travail afin qu'elles disposent d'un peu d'argent au moment de leur libération.

En 1817, elle formula, auprès d'un comité parlementaire des Communes britanniques, des recommandations visant à humaniser le système carcéral.

Les centres de femmes, des partenaires.

L'incarcération des femmes au Québec se fait à la prison Tanguay à Montréal et au Centre de détention de Québec.

En 1995, une nouvelle prison fédérale pour femmes ouvrira ses portes à Joliette. Ce développement, en plus des acquis des 16 dernières années, a amené la Société Elizabeth Fry du Québec à provincialiser sa mission, notamment en établissant un point de service à Joliette.

Nous souhaitons également rendre accessible à l'ensemble des femmes au Québec, où qu'elles soient, les programmes de la Société. Pour ce faire nous nous cherchons des partenaires.

Les centres de femmes sont établis dans de nombreuses villes au Québec. Ils sont une porte d'entrée pour obtenir de l'information et de l'aide en rapport avec une variété de questions touchant les femmes.

Nous souhaitons que les centres de femmes deviennent une porte d'accueil pour les femmes ayant des démêlés en justice pénale, agissant ainsi comme des relais pour la Société Elizabeth Fry du Québec. Ainsi, toutes les femmes quelque soit leur lieu de résidence pourraient avoir accès à de l'aide lors de leur passage dans le système de justice pénale.

Si cette aventure vous intéresse vous n'avez qu'à communiquer avec nous. Nous pouvons offrir de la formation et du soutien.

Nathalie Duhamel
Directrice générale

Des milliers de Mère Teresa

Pierre Graveline

Quelles que soient les politiques que nous adopterons dans les années qui viennent pour résoudre la crise persistante de l'emploi, il y a au moins une chose certaine: il n'y aura pas de retour en arrière en ce qui a trait à la transformation du modèle familial dans notre société. Les femmes sont sur le marché du travail pour y rester. Le temps de la femme «reine du foyer» à temps complet, gardienne, infirmière et éducatrice bénévole des enfants est largement révolu.

Déjà, au début des années 50, le quart des femmes participaient au marché du travail au Canada. Jusqu'aux années 70, la main-d'oeuvre féminine, en croissance continue, était composée en majorité de femmes sans enfant. Mais, dès 1955, les femmes, avec ou sans enfant, amorçaient leur entrée massive sur le marché du travail, si bien qu'en 1987, 57% des mères de jeunes enfants étaient également des travailleuses salariées.

Aujourd'hui, avec un taux de participation des femmes au marché du travail s'élevant à 68%, le Canada se situe dorénavant au cinquième rang mondial, n'étant dépassé à ce chapitre que par les quatre pays scandinaves.

La famille traditionnelle composée de deux parents, l'un exerçant un travail rémunéré à l'extérieur et l'autre un travail bénévole à la maison, a été remplacée par la famille à deux revenus. Désormais, moins d'une famille sur trois correspond au modèle traditionnel. Il est aujourd'hui admis qu'un revenu unique ne suffit plus à assurer les besoins de la majorité des familles. La participation des femmes à l'emploi est manifestement devenue une nécessité économique.

Malheureusement, tout se passe comme si nous étions impuissants à nous ajuster à cette nouvelle réalité. Sur le plan privé, on sait à quel point les conjoints et les pères rechignent à assumer leur juste part des tâches domestiques et des responsabilités parentales, imposant de ce fait la double journée de travail ou l'emploi



PIERRE
GRAVELINE

à temps partiel à nombre de femmes. Sur le plan collectif, les aménagements sociaux se font attendre et ne sont obtenus qu'au prix de patientes et pénibles luttes des femmes.

Bien sûr, certaines réalisations, tel l'octroi en 1972 de congés de maternité pour les travailleuses, ont été accomplies pour adapter la société à cette profonde mutation. Mais, ne serait-ce qu'en termes d'aménagement de la fiscalité, de l'organisation du travail et des horaires des services publics, on est encore fort loin du compte. Et il n'existe pas de symptôme plus évident de notre commune inaptitude en cette matière que le sort que l'on réserve aujourd'hui aux services de garde et aux milliers de femmes qui y oeuvrent.

Constatons-le franchement: les services de garde sont à tous égards déficients au Québec. Il y a, aujourd'hui, à peine 44 000 places disponibles en garderies pour une population de plus de 250 000 enfants d'âge préscolaire. Quand on compare notre situation à celle de plusieurs pays européens où l'on combine prise en charge des enfants par le système scolaire dès l'âge de trois ans et garderies publiques ou garde en milieu familial réglementées et gérées par les municipalités, notre société fait vraiment piètre figure.

Même si, à Ottawa, tous les vieux partis se pavant depuis dix ans avec des projets de «programme national de garderies», on n'a pas encore trouvé le premier dollar pour le concrétiser. Mais on a réussi à dégoter un milliard\$ pour la construction d'un pont qui desservira les 128 000 habitants de l'Île-du-Prince-Édouard

et plus de cinq milliards\$ à englober dans le projet Hibernia. Pas plus que les logements sociaux, les garderies ne sont, en cette capitale du gaspillage, perçues comme des infrastructures dignes de financement.

Pendant ce temps, à Québec, on prend prétexte de l'absence de soutien du gouvernement fédéral pour ne créer qu'à pas de tortue de nouvelles places en garderie. On maintient des programmes de subvention qui consacrent le sous-financement des garderies existantes et qui ne sont équitables ni pour les familles à faible revenu, ni pour les familles de classe moyenne.

On se refuse à mettre en oeuvre une véritable politique de la petite enfance qui, reconnaissant leur utilité sociale, généraliserait les prématernelles dans les écoles et miserait sur le développement, de concert avec les municipalités et les organismes populaires, d'un véritable réseau public de garderies et d'agences de garde en milieu familial. On préfère s'en remettre aux initiatives privées et communautaires, quitte à les soutenir chichement.

On se refuse tout autant à intervenir pour corriger les salaires du personnel des garderies qui sont carrément scandaleux. Les travailleuses en garderie, dont les deux tiers ont un niveau de scolarité collégial, touchent un salaire annuel moyen de 18 200\$, soit 1600\$ de moins que le seuil de pauvreté établi par Statistique Canada. Elles gagnent moins que la majorité des hommes ayant un niveau de scolarité secondaire et même moins que les gardiens de zoo.

En réalité, on leur demande de subventionner de leurs poches et de leur temps, au nom de l'amour qu'elles portent aux enfants du Québec, un service public essentiel que nos bien-aimés gouvernements libéraux s'abstiennent de reconnaître. Elles en ont ras le bol.

Voilà pourquoi vous rencontrerez peut-être ces jour-ci, au détour d'une rue, des éducatrices en garderie: faisant la grève, manifestant, arborant des pancartes sur lesquelles vous pourrez lire: «Nous ne sommes pas des Mère Teresa!»

Le temps des lilas Ariane Émond

POUR ME RETROUVER ici, avec vous, le mercredi, j'écris le lundi. Nous sommes donc lundi et congé.

Pour tout vous dire, je ne me sens ni bien sérieuse, ni très question sociale aujourd'hui. Le jaune du vert des arbres s'éclate contre le bleu du ciel — quasi bleu grec, comme c'est pas permis. Le printemps règne, encore pour quelques jours. Le bonheur est en rût c'est l'émoussillement et l'émerveillement collectifs annuels.

Voici donc une chronique inutile et éphémère. Comme le printemps. Parce que les seuls sujets qui s'imposent aujourd'hui sentent le plaisir de se laisser vivre, d'arrêter le compte et de profiter du temps qui fuit. Air connu : on devient fou, ici, à cette période.

Dehors, c'est bon, frais, appétissant. On a envie de passer la main, ouverte, sur la toison neuve du paysage et de caresser le premier arbre venu. De mettre son nez à toutes les fleurs qui font les belles, aux branches comme dans les parterres, d'enregistrer leur parfum et de s'exciter du bruit du vent dans les feuillus. Au printemps, nos désirs ne coûtent pas cher.

On rêve de rien, de tout. De virer zen, de ne rien rater des parades nuptiales des petits oiseaux ou du gazouillis des grillons. De faire comme eux, de s'accoupler dans les buissons et de choisir quelqu'un pour partager son nid, une nuit, une vie, c'est selon. De sentir le temps couler, par en dedans, et de prendre la résolution ferme de ne plus le perdre de vue, dorénavant, le temps.

AVEC LA VIE, c'est ce qu'on nous a prêté de plus précieux, le temps. Pas donné, prêté. On peut nous les ôter, et le temps et la vie, sauvagement, sans avertir. C'est ce qui fait leur poids, leur prix... Tout le monde sait ça, au fond. Mais on l'oublie, on s'occupe de tout, à longueur d'année, sauf de prendre le temps et de jouir de la vie. Le printemps, au moins, nous ramène les pieds sur terre, même s'il rend *flyé*, comme dirait mon frère. Le printemps n'a pas de bon sens.

Même si on a l'air fou de se mettre ainsi, sans raison, à sourire aux anges, aux premiers beaux jours, on ne réprime pas le geste qui s'esquisse tout seul. Le printemps a ses raisons que la raison ne reconnaît plus. On se prend à afficher tout grand le sourire qui monte, gratis, comme la sève, ailleurs. Des joies simples, disons.

Avez-vous pris quinze minutes, ces jours-ci, pour regarder les gens sourire ? Pour écouter les exclamations qui fusent ? Du coup, toute notre éducation judéo-chrétienne s'étale, une fois de plus, sous nos mots. « Ça vaut bien le coup d'endurer nos hivers débiles, ne serait-ce que pour pouvoir contempler ça ». Voyez-vous !

Partout, plusieurs fois par jour, en ville ou à la campagne, en route vers le dépanneur, le métro ou le lac fraîchement calé, on croise des sourires qui ralentissent la course du monde. Soudain il fait plus chaud, plus beau. Pour un oui ou pour un non, on déserterait notre agenda, on fuirait le rang : on meurt d'aller voir, ailleurs, si on et plus vivant. Dans la plate-bande du voisin ou sur le balcon de la voisine, l'herbe, soudain, paraît bien tendre.

Après 72 heures de beau temps d'affilée, chaque année c'est pareil, on est fait : l'amnésie s'abat sur nous. On oublie tout, pour quelque temps : janvier sous zéro, la TPS, les emmerdements de bureau, les trous du compte de banque, l'amour qui se fait prier. Et on se prend à faire des choses qui ne se font pas. On ose. On préfère les remords aux regrets, d'avoir été trop loin, plutôt que pas du tout, plutôt que pas assez.

ON REMET au surlendemain le travail urgent, on vole du lilas dans les arrière-cours, on rappelle des amis délaissés, on s'éternise sa blonde, à 11 h du soir (vrai comme je vous le dis ! Entendu ça, la semaine dernière, sous un balcon de la rue Christophe-Colomb...) On s'accorde deux fois plus de récréations, on promène ses épaules nues, on s'achète du mousseux et on se pousse à la campagne, si on peut. On se fout du gazon parti en peur, des pneus d'hiver toujours pas changés, de l'impôt en retard, des vitres encrassées... On se met les cuisses au soleil et, idéalement, la tête dans un roman.

On choisit un roman qui palpite, qui chavire, qui coule, qui cogne, qui vit plus fort, qui mène plus loin, qui va au bout... Pas un roman pour bronzer, une historiette soupirante, non : un roman qui déménage, qui fait pleurer et jouer, un roman audacieux. Osé, comme le printemps.

J'en ai lu deux, à la queue leu leu. Compulsivement. C'est congé, non ? D'abord celui d'une amie, la scénariste Manon Barbeau. Son premier. C'était risqué, je pouvais ne pas aimer sa *Merlyne* (Boréal) et devoir le lui dire. Ça m'aurait fait de la peine. C'est tout le contraire : jugez-en vous-même. Si *Le boucher* d'Alina Reyes a marqué la littérature érotique française des cinq dernières années, *Merlyne* de Manon Barbeau va plus loin encore. Merlyne descend aux enfers d'une passion amoureuse, la passion comme une épreuve, un passage terrible, un jeu qui frôle la mort. Pour accoucher d'elle-même dans la jouissance brute. Et à travers ce cirque, il y a l'autre vie de l'héroïne qui continue, le mari aimant, absent, les enfants exigeant, trop. Une histoire effrénée, soufflante, souffrante. De quoi faire jaser sous les parasols, des nuits entières, ce printemps.

L'autre, c'est un manuscrit, à paraître au Seuil, mais seulement en août prochain. *L'obéissance*, retenez ça. Il est de la romancière Suzanne Jacob, une consœur abitibiennne de Richard Desjardins, grand distillateur de printemps lui-même. Ce livre à paraître de Suzanne Jacob est une histoire puissante et grave, qui tourne autour d'un infanticide. Une réflexion crue sur la menace qui pèse sur l'enfance. Une ode à la douleur que bien des petits — et des anciens enfants — gardent au fond d'eux-mêmes, comme le pire des secrets : la peur de mourir aux mains des parents, des mères souvent. Sur ce subtil dressage qui nous fait obéir pour ne pas crever, apprendre à s'incliner devant la loi du plus fort. La complicité du silence qui laisse crever quand même, d'un coup net ou à petit feu. Voilà un livre très audacieux, pour toutes saisons. Vous en entendrez parler.

BON, j'arrête là et retourne mettre mon nez dehors. Les fleurs du pommier d'en face me font de l'oeil. Dans une semaine, elles auront disparu. Le printemps ici est démesuré. Trop soudain, vite converti en canicule, fugitif. Alors pourquoi s'en priver quand il vient réveiller notre délinquance ? Il est sans danger. Son effet euphorisant, jumelé à la montée de la chlorophylle, ne crée pas l'assuétude. Ça rend saoul, c'est tout.

Avec les vacances et les vieux pays, le printemps est la plus géniale invention.



la boîte

à outils!

DES DROITS A RECONNAITRE: HÉTÉROSEXISME ET DISCRIMINATION ENVERS LES LESBIENNES

Tel est le titre du mémoire présenté devant la Commission des droits de la personne par le caucus lesbien de Montréal. Le caucus lesbien poursuit des objectifs de promotion et de défense des droits et des intérêts des lesbiennes auprès des instances publiques, des médias et de la collectivité lesbienne.

Vous pouvez vous procurer leur mémoire au coût de 5.00\$ en faisant parvenir votre chèque (au nom du caucus lesbien) à l'adresse suivante:

Josée Blanchet,
8433 rue de Chateaubriand #4,
Montréal, Qc,
H2P 2A4

MON UTERUS ET MES OVAIRES M'APPARTIENNENT, LA DECISION AUSSI

Les femmes sont confrontées très souvent à des pratiques médicales qui proposent des solutions aussi rapides que radicales. Le Centre de santé des femmes de Montréal a donc publié un livre sur l'hystérectomie et l'ovariectomie dans lequel des informations claires sont données. Cette publication

est disponible au Centre de santé des femmes de Montréal au coût de 20\$. Les frais postaux sont de 2\$. Les commandes par téléphone sont acceptées.

CSFM
16, boul St-Joseph est,
Montréal, Qc,
H2T 1G8
Tel: (514) 842-8903 842-8904

TROMPE-LA- PEUR BLUES

C'est un tout nouveau spectacle du Théâtre des Cuisines dont la première aura lieu le 27 mai 1994. On connaît bien ce groupe important pour ses productions antérieures: "Môman travaille pas, a trop d'ouvrage, As-tu vu les maisons s'emportent, Si je n'étais pas partie Alexandra David-Néel," etc...

Trompe-la peur blues est un spectacle-solo de Véronique O'Leary, mis en scène par Suzanne Boisvert. Il s'agit d'une suite de tableaux avec paroles et chansons sur le thème de la violence faite aux femmes. "Comédie, tragédie, chansons, nez de clowne. Rires comme des "grafignes" à l'âme, pour la folie des drames...chanter pour les blues sur le coeur rouge..."

Si vous êtes intéressées à présenter le spectacle dans votre centre ou votre région, vous pouvez écrire ou téléphoner au:

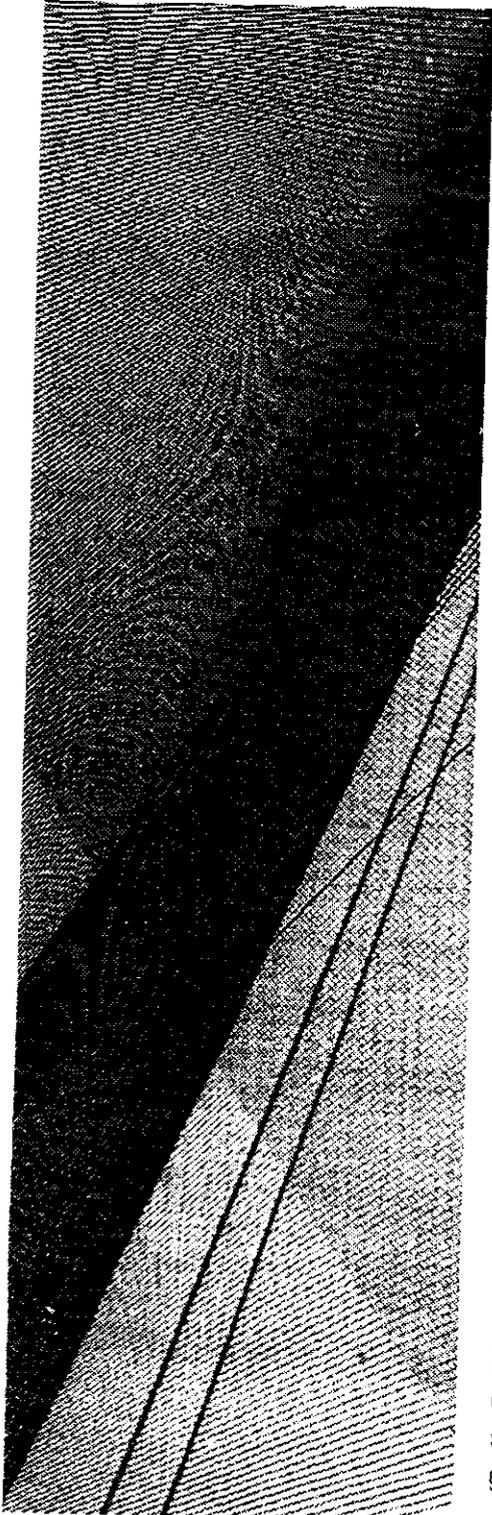
B.P. 07, 1166 de la Plage,
Rimouski, Qc,
G5L 6Y7
Tel à Montréal:
Louise Legault (514) 524-6658
Tel à Rimouski:
Monique Michaud (418) 736-4700

CONNAISSEZ-VOUS LE PROTECTEUR DU CITOYEN ?

Ce vidéo de 12 minutes explique le rôle et le travail du Protecteur du citoyen. On peut faire appel à celui-ci pour plusieurs raisons: retards de l'administration gouvernementale, diminution inattendue d'une prestation, annulation d'une subvention, etc...

Le vidéo est accompagné d'un guide de présentation et d'animation comprenant un jeu questionnaire et des activités pédagogique. Pour un prêt de courte durée, on s'adresse au numéro suivant: 1 800 465-5070 (sans frais). La location est gratuite.

Nouvelle collection
les cahiers de la conscientisation



La collection Les cahiers de la conscientisation est coordonnée par le Collectif québécois d'édition populaire, lui-même composé de membres du Collectif québécois de conscientisation. Fondé en 1977 sous le nom de Regroupement des organisateurs et organisatrices communautaires du Québec (ROCCQ) et relancé en 1983 sous son nom actuel, le Collectif québécois de conscientisation est un collectif de formation à la conscientisation, en tant que visée et méthode d'éducation populaire libératrice, inspirées par la pensée et la pratique du philosophe, éducateur et militant Brésilien Paulo Freire.

Les deux premiers cahiers de la collection présentent la définition et les principes d'action à la base de cette "pédagogie des opprimés", qui est en même temps une stratégie d'intervention communautaire, de même que la pensée et le cheminement de Paulo Freire lui-même. Les autres cahiers décrivent la mise en oeuvre concrète de pratiques conscientisantes sur divers terrains d'oppression, ou encore contribuent à l'approfondissement de dimensions significatives de la théorie de la conscientisation. L'objectif général de la collection est de mettre à la disposition de tous ceux et celles qui interviennent en solidarité avec des collectivités opprimées, des réflexions susceptibles de nourrir leur engagement et des outils dont ils et elles

pourront s'inspirer pour le rendre plus efficace.

Pour un envoi postal, adressez le bon de commande à l'endos à:

Collectif québécois d'édition populaire
318 rue Bagot
Québec, (Québec)
G1K 1W1
Tél: (418) 529-2643 (Lorraine Gaudreau)

Pour vous procurer ces cahiers à Montréal:

Tél: (514) 524-4189 (Gisèle Ampleman)
Fax: (514) 524-1448

No.

Nombre d'exemplaires ()

1. Ampleman, G., G. Doré, L. Gaudreau, C. Larose, L. Leboeuf et D. Ventelou (1994).
La conscientisation. Définition et principes d'action.7,00\$ + frais d'expédition.....()
2. Humbert, C. (1994). La pensée et le cheminement de Paulo Freire.6,00\$ + frais d'expédition()
3. Bamabé, J. et F. Brosseau (1994). Sensibilisation à la conscientisation. Session d'accueil
au collectif québécois de conscientisation.7,00\$ + frais d'expédition()
4. Ampleman, G. et J.-Y. Desgagnés (1994). Insécurité maximum garantie. Session de formation
sur la loi de la sécurité du revenu.8,00\$ + frais d'expédition()
5. Gaudreau, L. (1994). Parlons politique! Session de formation sur le passage à la politique partisane.6,00\$ + frais d'expédition()
6. Gaudreau, L. (1994). "Violence en héritage?" Une session sur la violence conjugale au carrefour
du féminisme, de la conscientisation et de la pastorale.6,00\$ + frais d'expédition()
7. Belleau, M.-J. (1994). Jeunes et autochtones. Les défis de l'oppression dans une formation
à l'intervention.6,00\$ + frais d'expédition()
8. Saint-Cyr, F. (1994). Alphabétisation-conscientisation dans un Nicaragua en transition.8,00\$ + frais d'expédition.....()
9. Leboeuf, L. (1994). Approche structurelle en travail social et conscientisation7,00\$ + frais d'expédition()
10. Girardi, G. (1994). La militance et ses défis aujourd'hui.7,00\$ + frais d'expédition()
- 1 @10. **La série complète** (rabais de 8,00\$ sur le prix à l'unité).60,00\$ + frais d'expédition.....()

Frais d'expédition:

1 cahier: 1,60\$

Frais d'expédition en dehors du Canada:

pour le Canada:

2 ou 3 cahiers: 2,30\$

Sur demande et selon les tarifs particuliers à chaque pays.

4 à 10 cahiers: 4,00\$

Bon de commande

Veuillez me faire parvenir les cahiers ci-haut indiqués.

Montant total pour les cahiers \$ _____ + frais d'expédition: \$._____

Ci-joint un chèque ou mandat postal de \$, à l'ordre du Collectif québécois d'édition populaire.

Nom: _____

Adresse: _____
